

# PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

## SOMMAIRE

Éditorial	1
Focus	1
Ce que nous faisons	2
Les bonnes pratiques	2
Astuces	2
Portrait	3
Le saviez-vous ?	3
3 questions à :	4
Les VNUs sur le terrain	4
Agenda	5
Détente et annonces	5

## Le chiffre de la semaine :

# 29,5

C'est le trou, en millions de km<sup>2</sup>, dans la couche d'ozone au dessus de l'Antarctique le plus grave jamais constaté par l'Organisation météorologique mondiale.



Burkina Faso

## EDITORIAL : Journée internationale de lutte contre la pauvreté à Ouahigouya, la Première Dame accompagne le PNUD

Cette année, notre bureau a choisi de célébrer la journée internationale de lutte contre la pauvreté à Ouahigouya dans la province du Yatenga. L'événement sera parrainé par la Première Dame Mme Chantal Compaoré. Il faut rappeler que c'est la troisième



Parrainage par la Première Dame de la Journée du 17/10/04 à Manga

fois que la première Dame accompagne le PNUD dans la célébration de cette journée. La première c'était en 1996 à Koubri et la deuxième en 2004 à Manga dans la province du Zounweogo. La journée a été célébrée pour la première fois au Burkina Faso en 1992.

Pour cette année à Ouahigouya il est prévu une course cycliste contre la pauvreté le 17 octobre et une grande cérémonie à la place de la Nation. La première dame profitera de l'occasion pour lancer un appel aux différents partenaires allant dans le sens d'une plus grande solidarité pour lutter contre la pauvreté. En effet, le thème retenu cette année : « travailler ensemble pour vaincre la pauvreté » interpelle tous les acteurs intervenant au Burkina Faso dans la lutte contre la pauvreté.

A l'issue de la cérémonie la première dame visitera des stands d'exposition sur des activités de lutte contre la pauvreté, le lycée professionnel de Ouahigouya financé par la BAD et la plateforme multifonctionnelle du village de Somyaaga à 7 km de la ville de Ouahigouya. Cette activité s'inscrit dans le cadre des activités de la semaine des Nations Unies et le PNUD a choisi d'aller avec des partenaires au développement pour commémorer cette journée. Pour nous soutenir dans nos actions, nous aurons la BAD, la BIB, CELTEL, la BRS, TELMOB, WINNER Industrie, Etablissements Oumarou Kanazoé, TAN Aliz. [La rédaction](#)

## Focus: Une Carte d'identité infalsifiable

La nouvelle carte d'identité burkinabé est une carte d'impression sécuritaire contenant des données et images personnelles appliquées au cœur de la carte, qui est ensuite laminée entre deux feuilles de plastique. Ce laminé contient une impression fluorescente invisible et ne peut être enlevé sans endommager visiblement la carte.

Votre carte renferme donc au recto au verso et en laminé des renseignements visibles en partie et rigoureusement protégés.

Quatre éléments de sécurité au recto: (i) Le fond de la carte est anti-copie et anti-scanning; (ii) L'impression est prismatique; (iii) Les mots BURKINA FASO en micro lettres est visible certes à la loupe mais ne peut être reproduit; (iv) La photographie, la signature et les données du détenteur sont toutes directement imprimées sur la carte avant la lamination.

Cinq éléments de sécurité au verso (i) Ligne ROC conforme à l'OACI et lisible par machine; (ii) Multiplex contenant les armoiries et les mots BURKINA FASO visibles avec un écran spécialisé; (iii) Nous retrouvons encore les mots BURKINA FASO en microlettres visibles certes à la loupe mais ne peut être reproduit; (iv) Le code barre bidimensionnel contient les informations encodées et les empreintes digitales du titulaire; (v) Enfin en cas de contrefaçon, les lignes fines anti-copies et anti-scanning sont floues et noires.

Quatre éléments de sécurité en laminé: (i) Une encre fluorescente invisible est imprimée à l'intérieur du laminé. L'impression devient verte sous éclairage ultraviolet; (ii) Un dispositif à variation optique (OVD) de la forme des armoiries du Burkina Faso est imprimé à l'intérieur du laminé. La couleur de l'OVD passe du gris argent au doré lorsque l'on penche la carte de côté; (iii) La carte

est imprimée avec des encres fluorescentes visibles qui deviennent vertes et roses si on les observe sous une source de lumière ultraviolette; (iv) Enfin un microplex contenant les lettres « B » et « F » est imprimé à l'intérieur du laminé; il est également visible sous ultraviolet.

L'ensemble de ce dispositif de sécurité retenu pour une carte de format carte de crédit très pratique a hélas un coût élevé. Les pouvoirs publics après subvention sur le coût réel ont fixé les frais payables par le demandeur à 2500 F CFA comprenant 1300 F CFA pour la confection et 1200 F CFA pour les frais de timbre. Une participation exceptionnelle de 500 F CFA seulement est demandée aux populations pauvres et indigentes des zones rurales.

**CDt Simboro**

## CE QUE NOUS FAISONS : Stratégie Nationale de Microfinance

Le jeudi 5 octobre 2006 s'est tenue dans la salle de Conférence du Ministères des Affaires Étrangères et de la Coopération Régionale la Réunion de Concertation entre le Gouvernement du Burkina Faso et les Partenaires Techniques et Financiers sur le financement du Plan d'Actions de la Stratégie Nationale de Micro finance.

Cette rencontre constitue la dernière étape d'un processus en 4 étapes débuté en 2003 avec la réalisation d'études diagnostiques du secteur de la micro finance avec l'appui financier du PNUD. En 2004 ; s'est tenue la Conférence Nationale sur la Micro finance qui a défini les grandes lignes pour l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Micro finance.

En novembre 2005 , les différents partenaires ont adopté la Stratégie Nationale de Micro finance (SNMF) 2006-2015 dont l'objectif global est l'amélioration de l'accès de la majorité des burkinabé en quantité et en qualité aux produits financiers et non financiers, tout en professionnalisant le secteur et en articulant au

secteur financier national à l'horizon 2015 . Enfin, en mai 2006 un Plan d'actions 2006-2010 a été adopté pour mettre en oeuvre la SNMF et servir de cadre de référence pour les interventions des Partenaires Techniques et Financiers dans le secteur de la Micro finance.

La Stratégie et son Plan d'actions sont articulés autour de cinq axes : **l'amélioration du cadre socio économique, légal, réglementaire et fiscal ; le renforcement des capacités des IMF ; le développement et diversification des services financiers et non financiers ; le renforcement du cadre institutionnel ; et l'amélioration de l'information sur le secteur de la micro finance.**

Le budget global estimé pour la mise en oeuvre du Plan d'actions est de l'ordre de 12 155 433 000 FCFA.

A l'issue de la concertation l'état des engagements des partenaires pour la mise en oeuvre du Plan d'actions se présente comme suit :

**Financements acquis :** Un certain nombre de partenaires tels que la Chine, la Ban-

que Mondiale, l'Autriche, et la RFA interviennent déjà dans le secteur. La Banque Mondiale, la Chine et Taiwan vont réorienter leurs interventions actuelles pour les placer dans le cadre du Plan d'actions. L'Ambassade Royale du Danemark va contribuer pour 2 milliards de FCFA au financement du Plan.

**Engagements fermes :** le PNUD & le FENU ont formulé un engagement à appuyer les axes 1, 2 et 3 à travers le Programme de renforcement du secteur de la micro finance qui va être incessamment signé avec le Gouvernement. Le Programme a un coût total de 3.582.734 USD sur une période de 3 ans dont: 1.024.265 USD du PNUD; 1.501.326 USD du FENU; et 757.143 USD du RCPB. L'écart de 300.000 USD sera financé par la BM qui en a fait l'annonce lors de la réunion.

**Financement à rechercher :** Un certain nombre de partenaire dont la BAD, la BID, le CANADA, l'AFD, ont manifesté un intérêt à contribuer ultérieurement au financement du plan d'actions. De l'avis du Ministre des Finances qui présidait la rencontre, la rencontre a été un succès puisque les 12 milliards FCFA budgétés pour le financement du Plan d'Action seront bouclés, voire dépassés lorsque ces partenaires concrétiseront leurs annonces. **A. Tamboula**

## BONNES PRATIQUES: Programme national plates-formes : des séries de formation sur le terrain ou dans les Cellules d'Appui Concertées

La semaine du 09 au 14 Octobre 2006 est une semaine de formation du programme national plates formes dans les CAC. En effet

depuis le mardi 10 Octobre 2006, deux formations ont démarré à Koudougou et à Dédougou.

Dans la capitale du Boulkiemdé, les coordonnateurs, les responsables en charge de suivi-évaluation, et des activités génératrices de revenus des CAC seront formés au développement des AGR et en entrepreneuriat.



Fabrication d'un chassis d'une plateforme

Pendant une semaine les principales caractéristiques, les étapes d'élaboration, les modes de financement d'une micro entreprise rurale et l'analyse financière des projets générateurs de revenus sont les modules que les participants vont essayer de maîtriser. Ils devront, à la fin de la formation, pouvoir définir les différentes méthodes d'identification des projets porteurs, élaborer, définir les modes de financement, identifier les techniques de suivi évaluation d'une micro entreprise et apprécier la rentabilité économique et sociale d'un projet.

Tout comme à Koudougou, à Dédougou l'expert technique de l'Unité de Coordination va tout au long de la semaine procéder aux renforcements des capacités du responsable technique de la CAC de la Boucle du Mouhoun et des artisans de la localité.

Les résultats attendus à l'issue de la formation sont de permettre au responsable technique de la CAC de pouvoir organiser et superviser l'installation des plates formes dans la région. En plus du technicien, six artisans seront formés à l'installation des plates-formes de même que les exploitants capables de les faire fonctionner et d'assurer leurs entretiens quotidiens. Le couronnement de la formation sera l'implantation des premières plates formes dans la Boucle du Mouhoun.

**Mouni Etienne Kaboré**

## ASTUCES DE SECURITE : RAPPORT RELATIF A UN INCIDENT OU RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE DE SECURITE

- 1.Sujet (genre de rapport : incident particulier ou rapport de situation de sécurité en fin de mission).
- 2.Date / Heure / Lieu / Nom de l'auteur.
- 3.Source de l'information :
- 4.Texte (résumé des faits ou description de la situation de sécurité rencontrée).
  - témoin digne de foi appartenant à l'organisation ou à une organisation partenaire ;
  - autre témoin visuel digne de foi ;
  - responsables des forces de sécurité, de l'administration, locaux.

### 5.Actions et commentaires :

- mesures prises ;
- mesures restant à prendre ;
- commentaires.

Un rapport urgent peut être fait verbalement (par téléphone ou par radio) et immédiatement et confirmé plus tard par écrit (note ou message E-mail).

«Invariablement, les producteurs dans le besoin sont confrontés aux coûts de commercialisation les plus élevés»

## Portrait : Zakari Kisbédo, L'expérience confirmée en comptabilité

Ouagadougou la belle. C'est dans cette grande ville, capitale du Burkina Faso, qu'est né Zakari Kisbédo. La mine toujours souriante et un professionnalisme hors pair, Zakari est du genre infatigable et très dévoué.

Nanti d'un BEP option Comptabilité depuis les années 1984, en passant par un BEPC obtenu au collège protes-

tant de Ouagadougou, il est aujourd'hui, à 43 ans, un comptable plein d'expériences qui force l'admiration et le respect de ses collègues. Après avoir travaillé pendant vingt ans à Mobil Oil Burkina en tant que Comptable/clients, Comptable/stock, Caissier, Comptable en charge de l'analyse des comptes de bilan, Comptable en charge des réconciliations bancaires de plusieurs comptes bancaires et de la tenue de la comptabilité des fournisseurs et Assistant au Chef



**M. Zakari Kisbédo**

comptable dans la tenue de la comptabilité fournisseurs et des immobilisations, M. Kisbédo travaille au PNUD depuis le 10 février 2005 en tant qu'Aide Comptable pour l'unité de gestion du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, le Paludisme et la Tuberculose.

Sous la supervision de l'analyste financier de l'unité de gestion et en étroite collaboration avec les gestionnaires comptables des bénéficiaires secondaires (CMLS/Santé, PNLP, DSF...), il est chargé d'assister sur le plan comptable la tenue des livres et rapprochements bancaires, de l'établissement des « vouchers » dans Atlas (demande de fonds, enregistrement des dépenses...), de l'analyse des comptes du projet du Fonds Mondial et d'apporter son appui à la production des rapports financiers et de progrès. Ses impressions sur

son travail au PNUD, Zakari répond : «elles sont bonnes. Le PNUD offre un cadre idéal pour le travail, surtout qu'il est à la page des NTIC (outils de gestion au TOP). Le travail au PNUD n'est pas de tout repos, mais passionnant, l'environnement prêt à la formation continue (mise à disposition de moyen de formation : LMS). Il faut bien aimer le travail et en ce moment tout devient passion.

J'ai plus travaillé dans un domaine commercial (lucratif), mais ici je trouve beaucoup une satisfaction morale dans mon travail, parce que je travaille dans un domaine de santé, de lutte contre la pauvreté où on vient en aide à des malades ».

Marié et père d'une fille, ce Mossi de la Région du Centre, Ragnongo, village voisin à Saaba, à environ 6 Kms de Ouagadougou participe, en dépit de ses multiples tâches au Fonds Mondial, aux activités de l'Église et partage ses temps libres avec son épouse, sa famille et ses amis.

Au titre de ses loisirs, Zakari Kisbédo aime la lecture, le cinéma et le football.

**IG**

## Le saviez-vous ? : Spécial agriculture

La Terre comptant environ 6 milliards d'habitants, chacun disposerait théoriquement de 4,69 hectares (dont climat trop froid 0,76 ha ; trop montagneux 0,76 ; trop aride 0,76 ; espace impropre à la culture 0,38 ; potentiellement utilisable 0,80 ; effectivement cultivé 0,34). Avec les techniques actuelles, la Terre pourrait nourrir 12 milliards d'habitants.

Cependant, la planète comporte 852 millions de personnes sous-alimentées, dont 200 millions en Afrique.

Selon une étude de la FAO portant sur 110 pays entre 1960 et 1990, le produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant en Afrique subsaharienne aurait pu atteindre, s'il n'y avait pas eu de malnutrition, entre 1 000 et 3 500 dollars en 1990, alors qu'il n'a pas dépassé les 800 dollars.

Les principaux producteurs mondiaux sont la Chine, les Etats-Unis et l'Europe suivis par l'Argentine et le Brésil.

La Chine est le premier producteur mondial de céréales (blé, maïs, riz) devant les Etats-Unis, l'Inde et l'Europe. La Chine est première pour le

riz devant l'Inde, première pour le blé devant l'Europe et les Etats-Unis et deuxième pour le maïs derrière les Etats-Unis et devant l'Europe. La Chine est aussi le premier producteur mondial de pommes de terre devant l'Europe et la Russie. Les Etats-Unis sont les premiers producteurs de soja devant le Brésil, l'Argentine et la Chine. Le Brésil est le premier producteur mondial de sucre devant l'Europe, la Chine et les Etats-Unis.

L'Afrique est le seul continent où la production agricole par habitant a baissé au cours des vingt-cinq dernières années.

Les échanges agricoles représentent 8,8% des échanges mondiaux. Ils restent très marquées par l'impact des subventions agricoles des pays développés.

L'agriculture représente moins de 5 % du produit intérieur brut mondial (le PIB) et moins de 2% du PIB des pays riches (Europe occidentale, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon). Son poids économique a été divisé par deux au cours des trente dernières années.

L'Afrique, où les moins de 15 ans représentent environ 45% de la population, devra nourrir une population qui passera de 832 millions en 2002 à plus de 1,8 milliard en 2 050. Pour relever ce défi, il lui faudra accroître à la fois la production et la productivité agricoles. Actuellement, l'agriculture emploie 57% de la population, assure 17% du PIB et procure 11% des recettes d'exportation.

L'agriculture emploie quelque 70% des enfants qui travaillent dans le monde. De nombreux enfants sont astreints à un travail forcé et dangereux, souvent contraints à travailler de longues heures, à utiliser des outils affilés conçus pour des adultes, à porter des charges trop lourdes pour leurs petits corps immatures et à manipuler des machines dangereuses.

En Afrique de l'Ouest, 15 à 20 millions de personnes vivent directement ou indirectement du coton. En raison de sa bonne qualité, il constitue l'un des rares secteurs où le continent noir demeure compétitif.

Les surfaces irriguées sont à l'origine de plus de 40 % de la production agricole mondiale. Elles ont augmenté de 65 % au cours des trente dernières années pour atteindre actuellement 20 % des terres cultivées.

«L'accès aux marchés est nécessaire, mais insuffisant, pour intégrer les marchés mondiaux avec succès»



## Trois questions à : Monsieur Palm Henry Magloire, Responsable du service d'appui de la Direction Provinciale de l'Action Sociale du Houet

1. Dans le cadre de votre partenariat avec le REPAJE, pouvez-vous nous décrire un peu les activités que mènent la VNUN Siapri Mireille Koulibaly ?

Dans le cadre de la mise en œuvre du processus de désengagement du projet REPAJE, qui intègre dans son plan



M. Palm

opérationnel une stratégie de promotion et de valorisation du volontariat local, la Direction Provinciale de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale du Houet bénéficie de la mise à disposition de la VNUN KOULIBALY Siapri Mireille. Cet appui très capital dans la mise en œuvre des activités de notre Direction est marqué par diverses activités aussi importantes les unes des autres dont nous pouvons citer entre autres l'appui à :

- l'organisation de la collecte des données statistiques des bénéficiaires du projet et la saisie sur un fichier informatisé ;
  - l'écoute et l'orientation des jeunes ;
  - l'élaboration, la planification des activités entrant dans la mise en œuvre de la philosophie du REPAJE de concert avec les Homologues ;
  - la coordination et le suivi des micro-projets ;
  - l'élaboration des dossiers de micro-projets ;
- la réalisation des activités de changement de comportement en faveur des jeunes en difficulté ;
- la réalisation des enquêtes sociales ainsi que l'initiation des partenaires à l'outil informatique et la promotion du volontariat.

### 2. Quels avantages tirez-vous de ce partenariat ?

Au vu des activités que mène la VNUN nous tirons de ce partenariat :

- l'expertise de la VNUN ;
- le renforcement de nos capacités ;
- une bonne lecture de la philosophie du REPAJE ;
- une bonne organisation de nos activités rentrant dans la politique du REPAJE ;
- renforcement de la communication entre la Direction Provinciale de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale du Houet et le REPAJE.

### 3. Selon vous quelles places peuvent occuper les VNU dans la lutte contre la pauvreté ?

Les actions quotidiennes d'appui et de soutien des couches sociales défavorisées et marginalisées du fait de la pauvreté nécessitent une grande disponibilité humaine, une attitude de service et de don de soi ainsi qu'une grande humilité personnelle que les VNUs savent si bien exprimer. De ce fait, ils occupent une place essentielle dans la lutte contre la pauvreté. En effet l'amélioration des conditions de vie des jeunes en difficulté bénéficiaires des appuis du REPAJE ainsi que le renforcement des capacités des Services Déconcentrés de l'Etat ( SDE ) et les Organisations de la Société Civile ( OSC ) en sont des exemples concrets dans notre province.

## Les VNUs sur le terrain : VNU Siapri Mireille KOULIBALY - Participer à la prise en charge des jeunes en difficulté

Je me nomme Siapri Mireille Koulibaly, j'ai 33 ans et je suis burkinabé. Educatrice sociale de formation, j'ai travaillé au Service Départemental de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale de Niangolo (province de la Comoé), puis à la Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara (MEADO).

Depuis avril 2004, je me suis engagée comme Volontaire des Nations

Unies « Assistante Sociale » au Projet d'Appui à la Réduction de la Pauvreté des Jeunes marginalisés et défavorisés dans la Région des Hauts Bassins (REPAJE).

En tant que VNUN Animatrice, Assistante Sociale, je participe à l'atteinte des objectifs du projet à travers la composante « Appui psychosocial et Orientation des jeunes et des parents. Ma tâche consiste à assurer la prise en charge des jeunes en difficultés (jeunes déscolarisés ou non scolarisés, diplômés sans emploi, enfants victimes de mauvais traitement, etc.)

et de leurs parents démunis. A cet effet et en collaboration avec les structures partenaires (organisations de la société civile, service déconcentré de l'Etat) je participe à la mise en œuvre d'activités

telles les consultations psychologiques, les entretiens d'aide et de conseils, les causeries éducatives, l'orientation des jeunes et des parents, les activités ludiques et de détente, les voyages d'études, etc.



Mme Koulibaly

Avec la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'intervention et d'appui du projet pour sa 2<sup>ème</sup> phase qui préconise le « faire-faire », je suis affectée depuis septembre 2005 à la Direction Provinciale de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale du Houet.

J'ai pour mission au quotidien d'assister et d'appuyer la dite structure ainsi que ses partenaires dans la conduite des processus d'écoute et d'identification des jeunes et des parents ainsi que dans la centralisation des données dans un fichier informatisé à cet effet. Je participe également au renforcement des compé-

tences en entretien d'aide et de conseil, à l'appui des partenaires dans la maîtrise et à l'organisation d'activités d'animation des partenaires.

L'un des aspects essentiels de mes tâches est d'appuyer la DPASSN à créer et à rendre opérationnel un réseau d'association évoluant dans le domaine des enfants et jeunes victimes de maltraitance et/ou orphelins en vue de la pérennisation des actions. En plus de permettre à la DPASSN de jouer pleinement son rôle de point focal en la matière, il est évident que la mise en place d'un cadre formel de collaboration inter partenaires va stimuler une synergie d'actions entre les différentes structures oeuvrant dans le domaine de l'accompagnement de ces jeunes en vue d'une meilleure prise en charge.

En plus des activités de la composante dont je relève, j'appui également le montage et le suivi des dossiers de parrainage et de micro projet des jeunes et des parents démunis. En dehors des activités quotidiennes sus-décrites, les autres sont en cours de réalisation. C'est dire qu'il reste encore beaucoup à faire. Mais d'une manière générale, les différents partenaires intègrent progressivement cette nouvelle stratégie d'intervention ce qui permettra à terme de conserver et pérenniser les acquis en faveur de la réduction de la pauvreté des jeunes dans la région des Hauts Bassins.

P N U D—BURKINA  
FASO

PNUD  
Immeuble des Nations Unies  
01 BP 575 Ouagadougou 01  
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64  
Fac-similé : 226.50.31.04.70  
Courriel : [registry.bf@undp.org](mailto:registry.bf@undp.org)

Visitez notre site  
web : [www.pnud.bf](http://www.pnud.bf)

**Directeur de Publication**  
Mariam Pangah

**Coordonnateur de la Rédaction**  
Théophane Kinda

**Rédacteurs**  
Théophane Kinda  
Tahirou Gouro  
Jean-Philippe Tissier  
Mahamadi Ouédraogo

**Secrétariat de Rédaction**  
Mahamadi Ouédraogo

**Conception et mise en page**  
Mahamadi Ouédraogo

**Publication**  
Laouali Sanou

## AGENDA & ANNONCES

M. Georg Charpentier, Représentant Résident, rentre ce weekend de sa mission d'appui du Burundi, après trois mois d'absence.

Nous notons aussi les retours de mission de M. Kini, qui était à Bamako ; de M. Millogo qui était à Maputo et de M. Doulkoum, qui était à Bujumbura.

Deux burkinabè (Mlle Kaboré Jeanne Françoise et M. Dakiri Sawadogo) participeront au Sommet Mondial de la Jeunesse qui se tient à New York, du 31 octobre au 1er novembre 2006.

Le PNUD envisage une remise de matériel au bénéficiaire de projets . Le projet plateforme a été retenu pour abriter la cérémonie de remise. La date proposée est le jeudi 19 octobre à 10 heures.

Le coût du matériel est estimé à 330.000.000 FCFA.

La réunion inter-agence pour la préparation du Comité Consultatif Société Civile (CCSC) a eu lieu le 14 octobre 2006. Il a été discuté de la proposition de statuts et de programme pour l'assemblée constitutive du CCSC du 26 octobre 2006. L'état d'avancement des deux mappings qui serviront de base à la nomination des représentants d'OSC qui siégeront dans le CCSC a été fait : le mapping des relations SNU/OSC et le mapping des principales OSC du pays, par catégorie d'OSC, par secteur et par région.

## DÉTENTE : Ne jamais suivre aveuglément son GPS

BERLIN (Reuters) - Un automobiliste allemand âgé de 80 ans qui suivait religieusement les indications de son système de navigation par satellite a ignoré un panneau indiquant qu'une autoroute, près de Hambourg, était fermée pour travaux et a fini sa course sur un tas de sable.

"Le conducteur suivait les conseils de son système de navigation et bien qu'il y avait un nombre suffisant de barrières et d'avertissements, il a conti-

nué sa route sur le site de construction", a déclaré un porte-parole de la police.

Le conducteur et sa femme n'ont pas été blessés.

